

Question : d'où sort réellement Ali Bongo Ondimba ?

Le journaliste d'investigation français Pierre Péan vient de mettre en lumière des pans d'une énigme à partir du croisement de données : acte de naissance, acte de mariage, histoire familiale, assortis des témoignages d'authentiques figures de l'époque. Curieux qu'ABO n'ait jamais attaqué Péan sur ces affirmations...

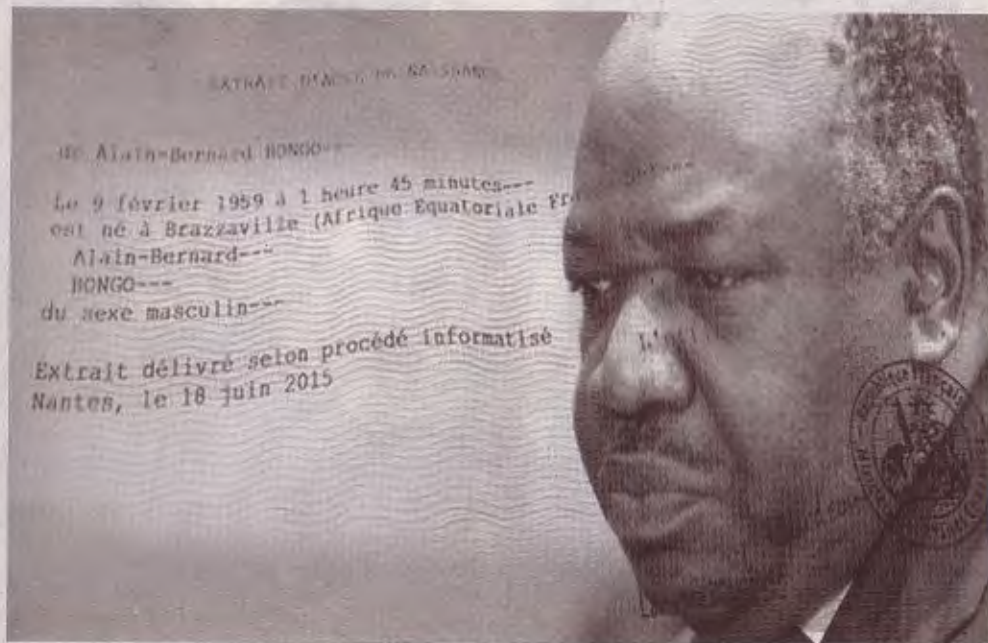
Par Rameses Frank

« En 2009, pour contourner l'article 10 de la Constitution, Ali Bongo s'est présenté à la présidentielle gabonaise en arborant un faux certificat de naissance (...). Car Ali Bongo n'est pas fils biologique du couple Bongo. Lequel, n'ayant pas fait les démarches pour l'adopter après son arrivée du Biafra, en septembre 1968, a préféré lui fabriquer un faux état civil. La nationalité d'Ali Bongo est donc incertaine ». Les mots sont de Pierre Péan dans un article paru dans Marianne, hebdomadaire français réputé de très bonne facture. Un brûlot sur les origines d'Ali Bongo Ondimba à la sauce Pierre Péan.

« Nationalité incertaine », est-ce pour cette raison que le président de la Cenap René Aboghe Ella vient de se substituer au législateur en pondant un nouveau critère dans le dossier de candidature. Car, tout porte à croire que cette nouvelle clause n'a pour objectif que de sortir Ali Bongo Ondimba, candidat d'un PDG fractionné, en contournant l'écueil de l'acte de naissance. Mais Pierre Péan ne s'est pas arrêté là. Il poursuit : « Contrairement à la légende devenue vérité d'Etat, l'actuel président gabonais n'est pas né le 9 février 1959 à Brazzaville ». Péan révèle même que cela était connu des barons du régime car c'est sur la base des confidences de ces derniers qu'il avait commencé à l'affirmer dans son livre *Affaires Africaines* (Bayard, 1983).

Formulaires administratifs partiellement remplis, notamment un état de décès et un acte de naissance.

Actes de naissance et mariage manuscrits. L'un mentionne la naissance d'Alain-Bernard BONGO le 9 février 1959 à Brazzaville. L'autre mentionne le mariage d'Alain-Bernard BONGO et Josephine KAMA le 10 février 1959.



Document manuscrit daté du 10 février 1959, décrivant la naissance d'Alain-Bernard BONGO à Brazzaville, le 9 février 1959, à 1 heure 45 minutes, fils d'Alain BONGO et de Josephine KAMA.

ligne qu' « instruction présidentielle fut également donnée pour qu'Albertine Bongo, officiellement la sœur d'Ali (dont l'origine géographique reste mystérieuse) - fruit d'une mère porteuse ???- vienne au monde le 04 juin 1961. » A la lumière du récit de Léon Paul

Faux et mensonges qui vont se préciser avec l'exhibition du monde.fr le 02 décembre 2014 et des services d'état civil de Nantes en novembre 2015. « Or la copie d'un faux, même émise par un organisme officiel, reste toujours

Mais là où l'affaire s'aggrave, c'est un nouveau témoin que cite Pierre Péan, Pascal Pigot. « Le haut fonctionnaire français placé par le Général De Gaulle auprès de Léon Mba et resté par la suite aux côtés d'Omar Bongo (...) en a été sincèrement étonné : demande-t-on si Noël est en décembre ? ». Question à la fois claire et intrigante. Il avance : « Maurice Delauney, l'ambassadeur de France à Libreville qui avait organisé la réception et le placement des enfants biafrais à la demande de Jacques Foccart, déclarait dans son livre (Kala Kala. De la grande à la petite histoire. Un ambassadeur raconte, Robert Laffont, 1986) que le "président Omar Bongo hébergera quelques enfants (biafrais) chez lui ». Péan souligne qu'il s'agissait de deux enfants, Alain et Annick, « lesquels ont bénéficié d'un faux acte de naissance.

Et parlant de ces actes, celui d'Okonkwo Annick Ngozi que de nombreux Gabonais ont vu au Gabon est officiellement née à Franceville le 04 juin 1959. Document d'état civil faisant foi. Elle est donc née 115 jours seulement après Ali Bongo Ondimba, à qui Serge William Akassaga, alors maire du 3ème arrondissement établi, sous forme de transcription, un acte de naissance le 29 mai 2009.

Au moment où cette affaire va prendre de l'ampleur en 2014, avec la sortie d'un nouveau livre de Pierre Péan « Nouvelles Affaires Africaines : Vol et Pillage au Gabon » le monde.fr (02/12/14) publiera un dossier sur une histoire qui, à la lumière des nouvelles révélations de Pierre Péan, est une rocambolesque de plus sur les origines d'Ali Bongo Ondimba. Mais il y a tout de même un hic qui vient s'ajouter à cette épopée. Péan sou-

Ngoulakia sur la période où il est avec le couple Bongo au petit Palais, il parle de trois enfants : Stéphanie Alaba, Madame Boulé et lui. Il n'y a pas d'autres enfants. Alors, où était donc cette gamine née de Patience alors qu'elle a 16 ans en 1961 et qui devait avoir tout juste 4 ans quand Albert Bongo devient vice-président de la République, et 5 ans lorsqu'il accède à la magistrature suprême ? Une mère ne balance tout de même pas une enfant mineure dans un foyer scolaire à cet âge-là.

Une vie d'énigmes et de mensonges

Le brûlot de Péan ne s'arrête pas à mi-chemin. La mousse monte lorsqu'il en vient à l'acte de mariage datant du 24 octobre 1959 à Brazzaville. Albert Bongo qui était alors élève officier s'est marié « avec l'autorisation du lieutenant-colonel Farcot, commandant la base aérienne 170. Imagine-t-on que l'officier français en question aurait autorisé son subalterne à se marier avec une petite fille d'à peine 15 ans avec laquelle il venait d'avoir deux enfants en moins de quatre mois ? » Première énigme. Péan ajoute : « Ce même document comporte également un élément qui met un peu plus à mal la biographie officielle de Patience Dabany. Le jour des noces, l'ancienne épouse d'Omar Bongo a en effet déclaré à l'officier d'état civil ne pas être en mesure de signer. Elle authentifiera l'acte de mariage avec son pouce ou son index. » Question : Joséphine Kama savait-elle lire et écrire ? Quid de ses études à Brazzaville et de son doctorat en anglais ? Une « accumulation de mensonges et d'identités usurpées » souligne Péan.

un faux. C'est pourtant cette copie qu'Ali Bongo va présenter dans son dossier de candidature. » Dans tous les cas, Ali Bongo Ondimba aujourd'hui doit impérativement éclairer l'opinion et sur son état civil et de dire aux Gabonais d'où il sort réellement.

Par-dessus tout, pourquoi Ali Bongo n'a-t-il jamais attaqué Pierre Péan sur ses affirmations au sujet de ses « origines biafraises » ?

Lu pour vous

« La stérilité de Joséphine et la diplomatie Israélienne »

Par RF

Un ou des émissaires israéliens ont expliqué au président Bongo que la stérilité de son épouse pourrait être vaincue à l'hôpital Hadassah de Jérusalem où officie le Pr Schenker, un, sinon le meilleur, spécialiste mondial des questions de fertilité et de stérilité. Bongo prépare le voyage pour que sa fantasque épouse soit bien entourée. Et surtout étroitement contrôlée... Plusieurs barons, dont Jean Boniface Assélé, un des deux frères de Joséphine, refusent de jouer les gardes-schiourme. C'est finalement le ministre Louis Gaston Mayila qui est chargé de monter les deux volets de cette opération. Le premier tient à l'organisa-

tion des rendez-vous de Joséphine avec Schenker. Le second porte sur des discussions avec les responsables israéliens du ministère des Affaires étrangères et de la Défense qui ont lancé une offensive pour se rapprocher des pays francophones d'Afrique centrale. Joséphine quitte Libreville à bord du Falcon 900 présidentiel, en compagnie de Louis Gaston Mayila, Ngafoua, un vieux garde du corps, et Tchalandj, une infirmière (...) La première dame consulte pendant que le ministre, sous le faux nom de « Maurice », rencontre secrètement des hommes de l'ombre israéliens. Joséphine Bongo revient plusieurs fois voir le Pr Schenker, seule ou accompagnée par son mari. Début 1981, la mission « Maurice »

retourne à Jérusalem. Promu secrétaire général du gouvernement, Louis Gaston Mayila prend langue avec Avi Primor, le patron de la division Afrique des Affaires étrangères, ainsi qu'avec Ariel Sharon. Décision est prise d'installer un chargé d'affaire israélien à Libreville. Pour sa part, Schenker, qui aujourd'hui encore n'a pas oublié cette patiente « VIP », a décidé de pratiquer sur elle une intervention chirurgicale pour soigner sa stérilité due, semble-t-il, à une fausse couche précoce. Mais l'opération fait très peur à la présidente. Elle ne peut s'empêcher de penser à la mort mystérieuse de son frère, le colonel Jean Marie Djoué Dabany, porté disparu dans un crash d'un hélicoptère de l'armée se rendant à Franceville, le 23

février 1978. Selon elle, un assassinat commandité par son époux. (...) Inquiète, elle exige du Pr Schenker qu'il admette la présence de Louis-Gaston Mayila dans la salle d'opération. Mais le gynécologue refuse... Au bout du compte, la mission secrète de « Maurice » débouchera sur une visite officielle d'Ariel Sharon, devenu entre-temps ministre de la Défense, à Franceville, pour signer des protocoles sur des questions de sécurité. A cette occasion, Sharon a remis à Louis Gaston Mayila (il s'en souvient) trois coffrets en chêne contenant trois Uzi gravés à son nom, ceux du président Bongo et de Jean Boniface Assélé. Finalement, Joséphine quittera Libreville et se séparera de Bongo...

Pierre Péan.

